

Questions orales

M. Crombie: Madame le Président, on ne doit pas traiter avec autant de désinvolture un million de chômeurs. Je voudrais poser au ministre une autre question. S'il a aussi lu le rapport du Conseil, il sait qu'on y dit que «le budget est défavorable aux chômeurs, qui sont pour la plupart des femmes, aux jeunes et aux handicapés». Je voudrais savoir, tout comme l'ensemble des Canadiens, ce que le ministre a l'intention de faire à propos de ces groupes à l'avenir. Quand va-t-il cesser de blâmer sur autrui son incapacité à assumer ses responsabilités?

M. Axworthy: Comme le député le sait très bien, dans les programmes de création d'emploi que nous avons mis sur pied cet été afin de remplacer ceux que le gouvernement précédent avait annulés . . .

Des voix: Oh!

M. Axworthy: . . . nous avons mis l'accent sur le recrutement des femmes. Nous avons appliqué un principe d'action sociale afin que la priorité soit accordée aux femmes, aux jeunes et aux autres minorités.

* * *

LA CONSOMMATION**LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES**

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. J'ignore ce que le ministre sait au sujet de la gestion fiscale des familles. Toutefois, la plupart des députés sont bien renseignés là-dessus. Ils savent que c'est à la caisse du magasin d'alimentation que cette gestion fiscale et financière est mise à rude épreuve. Le ministre prévoit que les prix alimentaires augmenteront de 12 p. 100 l'an prochain. Avec la dévaluation actuelle de notre dollar, d'après les extrapolations du ministre et compte tenu du fait qu'en réalité, les taux du change font fluctuer les prix alimentaires, le ministre confirmera-t-il qu'en raison de la dévaluation du dollar, les prix alimentaires augmenteront probablement de 15 ou 16 p. 100 l'an prochain?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

M. Blenkarn: Madame le Président, le ministre a fait diverses extrapolations. Il prévoit que le dollar vaudra 86c. cette année et 87.5 l'an prochain. Voici ma question supplémentaire qui a trait au fuel et au mazout domestique. Le ministre n'ignore pas qu'à cause de son budget inepte, nous serons forcés de payer plus cher que prévu notre pétrole importé l'an prochain. Pourrait-il nous dire combien les contribuables devront déboursier de plus pour acheter du fuel domestique à la suite de la dévaluation du dollar? Je tiens à lui rappeler qu'il a déjà dépensé . . .

● (1420)

Mme le Président: A l'ordre.

M. Blenkarn: . . . plus de 250 millions pour soutenir le dollar.

Mme le Président: A l'ordre. La question a été posée.

M. MacEachen: Madame le Président, pourrait-on répéter la question?

M. Blenkarn: Madame le Président, à cause de la dévaluation de notre dollar, nous devons payer plus cher le pétrole

importé. Est-ce que le coût du pétrole importé se répercutera sur le prix que les contribuables devront payer pour se procurer du fuel domestique et d'autres combustibles à cause de ce problème?

M. MacEachen: Madame le Président, le député sait que le budget renferme un grand nombre de prévisions, notamment les documents budgétaires portant sur une période de quatre ans. Il sait aussi bien que moi qu'il est très risqué de faire des prévisions six mois à l'avance dans une économie et un monde instables, alors pensez donc, pour quatre ans! J'ai présenté ces prévisions afin d'informer le mieux possible le public, en conformité avec le précédent valable établi par mon prédécesseur. Mais je crois qu'à ce stade-ci, il est un peu risqué de considérer ces projections comme des faits. C'est pourquoi je n'ai pas l'intention de m'embarquer dans des estimations de coûts à long terme en fonction de prévisions à long terme, sauf quand cela est nécessaire.

M. Paproski: Pourquoi ne dites-vous pas tout simplement 36c le gallon?

* * *

LES PIPE-LINES DU NORD**LE GAZODUC DE L'ALASKA—L'ASSURANCE DE GARANTIES FINANCIÈRES DES ÉTATS-UNIS**

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La semaine dernière, le ministre a dit qu'il s'inquiétait fort de ce que le gazoduc de l'Alaska, qui doit coûter 23 milliards de dollars, pourrait ne pas être achevé. Il en a au moins reconnu la possibilité. Il a dit qu'il faut accélérer les travaux. Il y a déjà trop de retard».

Étant donné que le président Carter n'a pu obtenir aucune garantie financière du Congrès des États-Unis à l'égard du pipe-line du Nord, nous adressant plutôt à la dernière minute une simple lettre exprimant son appui personnel au gouvernement du Canada—lettre qui n'a certainement plus aucune valeur maintenant—le ministre s'assurera-t-il que des représentants du gouvernement du Canada communiqueront le plus tôt possible avec le président élu, M. Reagan, afin d'obtenir qu'il s'engage personnellement à faire aboutir ce projet et, ce qui est plus important encore, d'obtenir de sa part qu'il s'engage à demander au Congrès nouvellement élu de fournir les garanties absolues que le ministre lui-même jugeait essentielles au projet?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, contrairement à ce que le chef du Nouveau parti démocratique vient d'affirmer, je ne me suis jamais inquiété quant à la réalisation du pipe-line. J'ai bien fait comprendre, lors d'un discours que j'ai prononcé à Vancouver, qu'il n'y avait aucune raison de penser que le Congrès et le président américains allaient revenir sur leurs engagements relatifs à la construction de ce pipe-line. J'ai précisé que depuis la signature du traité, voici déjà plusieurs années, il y a eu beaucoup trop de retards et que nous suivions très attentivement l'évolution de la situation. Au cours des dernières semaines, nous avons eu des nouvelles encourageantes; plusieurs entreprises vont prendre part au projet et l'on a enregistré de nouvelles participations.